

En avant première. "Lettre au Président de la République Française du 7 octobre 2019: pour ou contre le génocide économique des populations ?"

(Sans les 146 pages d'annexes)

Preuves de d'envoi disponibles sur le site:

<https://campinfors.heb3.org/index.html>

(copiez-collez la publication :elle est à vous)

(M/Mme)

Adresse.....

.....

Code Postal...)

(lieu), (date) octobre 2019

Monsieur Macron

Président de la République Française

Palais de L'Elysée

55 rue du Faubourg St Honoré

75 008 PARIS

Monsieur le Président de la République Française.

Au nom de la population française et de l'équipe holistique mise en place mondialement sur plusieurs pays tels que Le Canada, Le Luxembourg, la France et d'autres qui sont en train de nous rejoindre en date du 7 octobre 2019, nous vous demandons de répondre à cette question tout ce qu'il y a de plus sérieux. Etes-vous pour ou contre le génocide économique sur les populations?

Cette question peut vous paraître aberrante au regard de la constitution française vous reliant à nous le peuple français. Mais elle est assise sur tout ce qui a de plus juridique régit par le droit positif et en allant plus loin par le droit civil français. En effet, la constitution française étant notre texte régissant notre dite démocratie républicaine, je crois de souvenir, si je ne m'abuse qu'il doit y avoir un article expliquant que le président de la république dont vous avez cette lourde fonction vous obligeant à garantir la sécurité du peuple français. Et, de souvenir, encore là je dis bien, mes connaissances en matière de droit constitutionnel étant basiques, je crois que le peuple français est un et indivisible. Ce qui sur papier peut paraître en faveur et la sécurité du peuple français et devrait faire la fierté de la nation. Or, après une affaire tout ce qu'il y a de plus banale liée aux hasards de la vie, nous nous sommes retrouvés avec une étude économique de guerre issue d'une école française économique sur les normes comptables internationales. Cette étude prouvant la possibilité plus que douteuse ou/et certainement avérée de la possibilité de nos alliés les américains de nous voler nos informations stratégiques financières au profit de ces derniers. Et, ceci grâce à ce formidable outil imposé à la France par l'Europe: Les normes comptables IFRS.

Nous avons vulgarisé cette étude dans un deuxième temps pour la faire circuler en un article d'une quarantaine de lignes sur les réseaux sociaux internet français et internationaux.

Page 1/8

Vous imaginez bien, que cet article a fait un carton. Le partage de ce dernier a été fait dans d'autres pays, tels que la Suisse et d'autres. Nous avons même eu cette chance d'avoir cet article sur le DARKNET sans notre approbation. Les joies des libertés via ce formidable outil qu'est le net. Mais un outil également pour surveiller les populations. Sujet qui également concerne les Etats-Unis.

En effet, après avoir fait diffuser ce dossier sur le sol français dans les mairies, départements, régions,

jusqu'à Paris chez les députés, Sénateurs, bureaux ministériels, nous avons constaté une curiosité locale propre à cette fabuleuse République Française: un silence complet dans les médias.

Tout en sachant que vous vous doutez que ce dossier a été remis dans certains journaux tels que Médiapart, et d'autres journaux tous dans les mains d'actionnaires considérés pour la plupart Barons de la Bourse et analysés dans plusieurs rapports circulant sur le net mis bout à bout ensemble comme des personnes faisant partie de prêt ou de loin à un monopole de fait sur l'économie de la France, de l'Europe et j'irais jusqu'à l'économie des pays relevant d'un même système financier. Des journaux aussi provinciaux directement reliés au monopole de presses françaises, dont mon pays et l'administration devrait en avoir la charge dans le cadre du respect de la vraie information et de veille à la non censure sur des informations primordiales quant à la sécurité des français.

Après analyse de ce monstre financier sur les populations, nous avons décelé des connections avec vos anciens employeurs issus de ce monopole de fait.

Suite à cette campagne d'information et un conseil d'un avocat que nous n'aurions jamais dû suivre, nous avons averti de ce dossier l'intégralité des Tribunaux de Grande Instance sur le sol français et DOM TOM sur preuves. Et, ceci malgré quelques petits cafouillages de la poste.

A ce jour 74,57 % des Tribunaux de Grande Instance français sont avertis par retours courriers. Deux ont bien voulu nous répondre et un tribunal nous à invoquer concernant ce dossier sur les normes comptables internationales, l'article 40 du code pénal Français. Sujet favori de l'époque lors de l'affaire Benalla. En effet cet article a la particularité d'obliger un haut fonctionnaire de remonter à son supérieur une affaire en cas de délit. Article 40 qui oblige, mais qui étrangement et on se demande pourquoi n'a prévu aucune peine pénale.

Quelques temps plus tard à force d'ouvrir des livres de droit et de rencontrer des personnes toutes aussi curieuses que nous dans tous les domaines, mais un domaine qui nous passionne plus que tout : les finances. Je disais donc quelques temps plus tard nous avons compris que la compétence du tribunal n'était pas la bonne. L'avocat se retrouvant donc être dans l'erreur.

Une question prioritaire de constitutionnalité portant sur les normes comptables internationales dites IFRS sur la France a été portée dans plusieurs tribunaux administratifs français ainsi qu'au Conseil d'Etat . Question prioritaire de constitutionnalité partie également en lettre recommandée au Conseil Constitutionnel et revenue étrangement à l'expéditeur avec le retrait de la première feuille à laquelle on a changé sa jumelle: Copie de la première page sans la preuve du recommandé collée sur l'original.

Page 2/8

D'ailleurs à ce titre, le numéro de recommandé a disparu des tablettes de la poste: curiosité locale propre à la République Française. Nous ne faisons aucune accusation. Mais nous remarquons que dès qu'il s'agit d'un dossier épineux concernant directement la sécurité des français, il est impossible de se faire entendre par l'exécutif ainsi que par vous Monsieur le Président de la République Française. Vous êtes le garant de la sécurité de la population française, mais force est de constater que vous êtes injoignable coincé sur Paris au milieu des paillettes de mensonges distillées par votre gouvernement. En effet, à ce jour, les preuves de la volonté de faire taire ce dossier concernant directement la sécurité de la population française, ne sont plus à cacher. Et, elles concernent des administrations publiques telles que la cour des comptes, autorité des marchés financiers qui bien sûr ont également réceptionné ce dossier, et ont pris la politesse de nous répondre. Toutes ces pièces justificatives, vous les trouverez en copie en partie dans le rapport rendu par Mme Marin courant de l'année 2019.

Rapport comportant: une étude sur l'historique de ces normes comptables internationales, ainsi que les preuves de tout ce qu'il y a de plus officiel issues du Conseil Economique français, ou rapport commandé par Mme Lagarde lorsqu'elle était à un ministère français, ou d'autres rapports tout aussi officiels émanant de l'Assemblée Nationale lors de commissions et autres organismes publics voir jusqu'à celles de notre chère Europe.

Nous venons également de découvrir une plaquette d'information destinée aux collaborateurs du fond spéculatif Black Rock. Fond bien connu sur les marchés financiers pour avoir été dénoncé lors d'une commission européenne en 2016 dont l'objet est «Effets anticoncurrentiels d'une prise de participation globale par de grands investisseurs institutionnels». Black Rock qui fait l'objet de plusieurs articles dans les journaux dont celui de «la Tribune» avec le titre assez révélateur: « Black Rock qui sont ces financiers qui dirigent le monde ? »

Et quelle ne fut pas notre surprise. Vous, Monsieur le Président vous avez permis la portabilité des épargnes/retraites des français à cet institut remarquable sur toutes coutures au niveau des marchés financiers , bien connu dans les milieux alternatifs et économiques du côté de la vérité et non de la norme imposée par ce gouvernement. Permettez-moi une petite pointe d'humour sur le sujet Monsieur le Président de la République Française. En tant que président de la république française quoi de plus louable d'organiser une réunion à Versailles en janvier 2018 en tant que garant de la sécurité de la population française, en la présence des grand patrons représentant des sociétés dont les actionnaires sont curieusement eux aussi issus de prêt ou de loin à ce dit monopole de fait sur l'économie française. Je crois même que vous avez eu la délicatesse de recevoir ce même jour Lary Fink président directeur général de Black Rock.

Et, oui Monsieur le Président, nos retraites, ainsi que celles de nos parents, celles de tous les français ont été mises sur les marchés financiers. Je cite par ce document issu de Black Rock «Améliorer par voie de décrets d'application et d'ordonnance la lisibilité du régime avec un corpus de règles communes destiné à faciliter la portabilité de l'épargne-retraite» Ce qui en homme averti et avisé au vue de la haute fonction que vous exercez en tant que Président de la République Française, un homme instruit sur son métier et dont la tâche principale est la sécurité du peuple français devrait vous interpeller.

Page 3/8

J'ai le regret de vous annoncer Monsieur le Président de la République Française que les milieux financiers se sont accaparés une partie des épargne/retraites des français via l'un des fonds spéculatifs connu comme fonds Vautour et dénoncé par une commission européenne.

Il s'avère après une lecture du deuxième dossier que nous sommes en train de rendre qu'il y a une quasi-certitude que le crack boursier imminent organisé par un ensemble de personnes en France et à l'international, toujours par l'intervention des tiers et de personnes en relation de près ou de loin avec ce dit monopole financier sur les nations mondialement rattachée au FMI. Cette portabilité que vous avez octroyée à ce fond spéculatif a rendu nos retraites à tous pour la plupart dépendantes des marchés financiers. Et comme le crack boursier n'est qu'une question de temps, puisque tous les ingrédients sont bien présents pour un tel scénario organisé par des mimétismes historiques : Le pétrole prenant feu pour des raisons géopolitiques en Arabie Saoudite. Le pétrole dont dépend fortement la nation française va connaître une crise comparable à celle des années 1970. Et, encore elle risque d'être pire.

Sinon, vous avez également en parallèle la FED, la fameuse banque centrale américaine. Banque qui certes n'est pas privée dans cette toile financière mondiale. Mais par un curieux montage administratif américain a, au sein de son établissement des personnes qui également sont curieusement elles aussi reliées de près ou de loin au vu de l'analyse de leurs curriculum vitae à ce dit monopole de fait financier. Black Rock qui donc va englober nos retraites et ceci suite à un événement prédictif que va être le crack boursier à venir. Certes, le droit prédictif est inopposable au droit positif et également au droit civil français. Droit énoncé dans le code civil créé sous Napoléon. Code civil qui dès cette époque s'est diffusé à l'international dans ces grands principes en matière du droit des obligations. C'est à dire plus spécifiquement dans le cadre de l'affaire qui nous intéresse le génocide programmé économique de l'oligarchie financière sur les populations dont la France ou je fais accessoirement partie de par ma nationalité. Et, oui Monsieur le Président de la République Française, la Constitution Française est un

contrat qui vous relie à nous le peuple français. Et, vous avez l'obligation d'assurer la sécurité des français.

D'où cette question qui peut être peut vous paraître surprenante, à vous le Président de la République Française. La France que vous représentez, une France dont la révolution de 1789 n'a fait que basculer les privilèges de l'aristocratie française sur la haute bourgeoisie française en relation mondiale. Une bourgeoisie qui a organisé son pouvoir sur les peuples en accumulant les capitaux. Capitaux qui de par leur place dans le plan comptable général français, n'a aucune place pour les droits fondamentaux liés à l'être humain par une application dans le temps. En effet par un curieux hasard de la vie, et une évolution dans le temps, des lois en faveur des grands détenteurs de capitaux sont apparues sur nos démocraties mondialement, ceci afin de pérenniser la rentabilité des capitaux au détriment des droits fondamentaux liés à l'être humain. Vous verrez également dans le deuxième rapport rendu par Mme Marin, que nous ne manquerons pas de vous faire parvenir dès qu'il sera terminé, que la rentabilité des capitaux dans un pays est fonction inverse des droits fondamentaux liées à l'être humain dans ce dit pays. La France en est un très bel exemple. La curiosité de ce pays dont «le liberté, égalité, fraternité» est connue dans le monde entier.

Par contre, j'ai de nouveau le regret Monsieur le Président de la République Française de vous annoncer, que cette aura censée représenter la France à l'international n'est plus valable aujourd'hui.

Page 4/8

Et, oui l'international, ainsi que les personnes avec qui nous travaillons sur ce dossier ont compris et même vous apportent les preuves irréfutables devant n'importe quel tribunal relevant du droit positif, à moins bien sûr d'un manque total de responsabilité de notre système judiciaire, éventuellement une corruption laissant croire à la volonté de ne pas vous en avertir, voir avertir les populations que les milieux financiers sont en cours de génocide économique sur nous, nos proches, nos familles, nos amis , notre pays et à l'international?

Une question donc bien basique, cash, sans détour, mais que je me permets de vous poser suite à ce travail vous apportant la force probante de toutes les allégations écrites ci-dessus. En tant qu'être humain, j'estime que le Président de la République Française a le devoir de répondre à cette question :
» Etes-vous pour ou contre le génocide économique sur la population ? »

Cette question n'a que deux choix possibles.

A vous de nous le faire savoir et ceci dans les médias. Annoncer lors de l'un de vos passages à Genève d'une future guerre possible si rien ne devait changer, ne relève en aucune manière d'un don de médiumnité. Vous êtes en tant que Président de la République Française bien instruit et au courant de cette situation. Si tel n'est pas le cas. Votre fonction n'est donc pas en adéquation avec vos compétences. Mais, si vous avez tout à fait conscience de cette situation Monsieur le Président de la République Française, il est de votre devoir d'organiser l'arrestation de ses protagonistes sur le sol français en adéquation avec l'international. L'international étant concerné par cette question basique également. Votre fonction vous obligeant à répondre « non » à cette question. Etant entendu sois dit que si la réponse devait être affirmative de votre part, le contrat qu'est la Constitution Française vous octroyant des droits mais surtout cette obligation de mise en place de la sécurité du peuple français n'a plus aucun effet sur vous. Et, vous perdez de faits et d'actes la fonction de Président de la République. En effet, après analyse des droits liés à la constitution qui nous rattachent à vous le représentant du peuple français, vos ministres, députés, sénateurs et autres élus, le peuple français se verra le droit de récupérer sa constitution. Cette situation est certes épineuse pour vous, mais elle l'est beaucoup plus pour le peuple français et les peuples rattachés à ce monstre financier en phase d'attaque sur les populations suite au crack boursier organisé dans un bref futur par ce dit monopole de fait.

Enfin Monsieur le Président puisque mon dernier sujet concerne la Constitution Française, (mon savoir

en droit constitutionnel, je le rappelle est basique) en écrivant cette lettre, je m'aperçois que la constitution n'a plus aucune validité pour tous les élus ayant reçu ce dossier sur preuve. En effet, un dossier a été envoyé à l'une de nos élus représentant la France au Parlement Européen. J'ai eu un retour par mail, dans lequel cette charmante députée européenne accessoirement Présidente de la Commission Anti-Terroriste à l'Europe à l'époque. Dossier accusé par retour de mail où elle me dit en avertir son collègue député européen français à ECON (commission des affaires économiques et monétaires européennes). Manifestement Nathalie Griesbeck n'a pas trouvé utile de me parler de la page 14 de cette étude issue d'une école économique de guerre où, je cite, il est écrit noir sur blanc: « Le problème est que la SEC et le CSP (Center for Security Policy) ont dressé une liste de sociétés accusées de travailler avec des Etats sponsorisant le terrorisme tels que Alcatel- Lucent , BNP Paribas , Technip , Total et une dizaine d'autres sociétés européennes (Siemens, ENI SPA , etc.) et asiatiques (PetroChina , Huyndai , etc.).

Page 5/8

La population française se retrouve donc en étau d'un côté avec les normes internationales et la politique agressive économique et complètement tronquée par une norme en la faveur des Etats-Unis, et, de l'autre côté avec des sociétés françaises cotées en bourse qui sont soupçonnées de financer le terrorisme. Normes comptables qui d'ailleurs remettent en question les traités internationaux européens voir mondiaux. En effet le principe de liberté de concurrence énoncé dans ces derniers étant remis en question, puisque cette liberté se retrouve faussée. En cette période de diminution des libertés au nom du terrorisme sur les populations et de cette « mafia en col blanc », terme issue d'une commission européenne sur le sujet, il paraît flagrant au regard de cette lettre et de ces 5 pièces jointes que nous sommes effectivement sous une dictature financière.

En effet, je ne pense pas Monsieur le Président de la République Française que la Constitution Française oblige le citoyen à accepter des lois l'envoyant directement dans un génocide économique programmé. Si tel est le cas cela signifie que vous Mr Macron, élu par le peuple français Président de la République Française, vous ne voyez la population française que comme du bétail à envoyer à l'abattoir.

Cette lettre, vous vous en doutez fait partie de la campagne d'information destinée à nos élus et la population. Information qui circule également au sein des membres de l'armée française. Effectivement, quand ces derniers vont comprendre que leur salaires sont issus des impôts de la population française. Et qu'ils ne travaillent pas pour la sécurité de la population française, mais pour un ordre, un état tout à fait conscient du génocide économique à la réception de ce courrier et de ces dossiers si la réponse devait être oui, ou un silence de votre part. Ceci étant valable également curiosités incluses liées à la poste française. Ou tout comme la question prioritaire de constitutionnalité envoyée au conseil constitutionnel et manifestement interceptée par on ne sait qui, il devient manifeste que la population doit être avertie par d'autres techniques. Techniques que nous avons trouvées par le déploiement de toute une équipe française, européenne, mondiale, dont la seule question est: « Etes-vous pour ou contre le génocide économique? »

Dès que le deuxième rapport est fini dans moins de dix jours, Nous vous le transmettons par le même procédé. D'ici là veuillez trouver cinq pièces jointes à cette lettre adressée par une simple citoyenne française au Président de la République Française, représentant le travail et les recherches de centaines de personnes dont plusieurs dizaines sur le sol Français.

Et, nous reste ce sujet qui n'a malheureusement pas été traité dans les différents documents: le mécanisme de création monétaire. Sans avoir fait trop de recherches sur le sujet, je peux vous affirmer, Monsieur le Président de la République Française, que par une logique mathématique niveau CM2 pour mon époque grâce à l'éducation distillée dans les écoles républicaines françaises, que l'opération basique $100-90 = 10$. (chiffre issue d'un rapport émanant de la banque de France) .Ce nombre 10,

Monsieur le Président est le pourcentage de masse monétaire mondiale (scripturale) émis par nos banques centrales. Ce qui donc par un raisonnement accessible a une grande frange de la population au milieu d'un jargon financier rendu incompréhensible pour la population nous permet de déduire par l'absurde que 90 % de cette masse mondiale monétaire est émise par ce dit monopole de fait sur les marchés financiers mondiaux.

Page 6/8

Et oui Monsieur le Président de la République Française, vous constaterez avec horreur dans le futur rapport que nous vous enverrons dès que celui-ci sera ficelé que la plupart des hauts dirigeants des banques françaises sont, ou ont été, des barons de la bourse référencés comme tel sur des sites internet financiers. Bien entendu soit dit, face à cette catastrophe l'Etat français a voulu limiter les mandats de ces personnes. Mais il se trouve, autre curiosité locale propre à notre démocratie française, que ces personnes ont trouvé des remplaçants faisant partie de leur famille.

J'ai le regret Monsieur le Président de la République Française, de vous annoncer que malheureusement certaines de nos banques françaises font également partie du dit monopole de fait.

Nous sommes donc effectivement Monsieur le Président face à un génocide économique sur la population. Car vous vous doutez Monsieur le Président de la République Française, que rien n'interdit aux banques qui possèdent la quasi-totalité de notre planche à billets sur notre sol, ainsi que sur l'Europe et l'international (Pour faire clair, la plupart des pays reliés au fond monétaire international), que rien ne les empêchent, à la sortie du crack boursier, de ne plus émettre de prêts. Je ne vous parle même pas de la banque centrale européenne qui a eu recours au conseil d'une filiale de Black Rock dans le cadre de conseil sur sa politique monétaire à suivre.

Nous nous retrouvons donc en conflit d'intérêt, abus de bien sociaux et un silence assourdissant de l'exécutif, du législatif et d'un système judiciaire qui a fusionné en quasi-totalité depuis un certain décret sur le sol français.

En effet, au vue de toutes les preuves déjà présentes dans ce pli: il paraît évident en tant que Président de la République Française et garant de ma sécurité ainsi que celle de toute la population française, que vous êtes dans le devoir d'en aviser le parquet national financier français, ainsi que l'Europe. Ceci dans le cadre des obligations qui vous sont énumérées dans la constitution française. Car nul ne doute aujourd'hui que dès que le crack financier aura lieu énormément d'actifs français, ainsi que la quasi-totalité de nos retraites placés sur les milieux financiers, nous aurons une valeur au niveau du droit d'existence proche de zéro pour permettre à la population ne serait-ce qu'un toit et de quoi se nourrir,

Pour finir, afin d'accessoirement éviter les périodes sombres de nos ancêtres où les guerres sur les champs de batailles ont cadencé la vie et dans l'intérêt de la sécurité du peuple français, du peuple Européen et à l'international, il est de votre devoir Monsieur le Président de la République Française de dénoncer ce monopole de fait sur le mécanisme de création monétaire ainsi que sur les économies Françaises, Européennes et Internationales.

J'aimerais vous rappeler Monsieur le Président de la République Française, cette phrase issue de la bouche de Mr Ford, industriel bien connu de ce vaste monde: « Si les hommes savaient pourquoi ils font la guerre, ils ne la feraient pas ». Je me permets de vous répondre Monsieur le Président de la République Française, que la période dite « de drôle de paix », période entre la première et la deuxième guerre mondiale, ressemble sur énormément d'aspects économiques et financiers à ce que nous vivons en France et à l'international actuellement.

Page 7/8

Pardonnez-moi de cette longue lettre Monsieur le Président de la République Française, ainsi que ces 5 pièces jointes, qui peuvent vous paraître rébarbatives, mais pour pouvoir vulgariser l'un des plus grands génocides économiques appliqués sur les populations dépendant de ce système financier,

ainsi que mes modestes connaissances en matière juridique, j'ai dû malheureusement agrémente cette lettre de faits, actes et dossiers réels et tout ce qu'il y a de plus officiels .

Dans l'attente d'une réponse de votre part concernant ma question basique à deux choix possibles sans manipulation médiatique, manipulation des populations, Monsieur le Président de la République Française, veuillez agréer mes sincères salutations.

(IDENTITE +SIGNATURE-date)

PJ copies :

1 Vulgarisation de l'étude

2 Etude issue de l'école économique de guerre sur le sol Français.

3 Question Prioritaire de Constitutionnalité concernant les normes comptables internationales européennes

4 Rapport annexé à la question prioritaire de constitutionnalité (Marin, Bellon, preuves)

5 Plaque de Black Rock.

Page 8/8